

Inauguration du mural en hommage à Alexei Jaccard, aux Droits humains, et aux victimes de disparition, devant l’Auditoire MR380 du même nom à Uni Mail, le 30 août 2022

1. Intervention d’Aline Helg (Comité scientifique interfacultaire pour la valorisation de l’Auditoire Alexei Jaccard-Droits humains, MR380)

Si vous êtes ici en ce 30 août, déclaré Journée internationale des victimes de disparition forcée par l’ONU, c’est parce que vous avez contribué, d’une façon ou d’une autre, à la réalisation de ce mural en hommage à Alexei Jaccard, aux Droits humains, et aux victimes de disparition forcée. Valeria Wagner, Julie de Dardel et moi-même avons piloté ce projet depuis le début de l’année 2021—18 mois—souvent intenses, en étroite collaboration avec les autres membres du Comité scientifique interfacultaire pour la valorisation de cet Auditoire :

Sévane Garibian, de la Faculté de Droit, avec en plus son équipe pour préparer le texte sur la disparition forcée en droit international; Andrea Goin Othon, de la Faculté de Traduction et d’Interprétation ; Audrey Hansen, de la Maison de l’Histoire ; Olivier Maulini, de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l’Education ; Jules Stassen, de la CUAE et Amnesty-Unige ; et Cecilia Toledo, pour Nouvelles Générations Chili, dont plusieurs membres sont ici présent.es, et qui en plus ont préparé l’apéritif de ce soir. Et nous trois, Valeria Wagner pour la Faculté des Lettres, Julie de Dardel pour les Sciences de la Société et moi-même pour le Latino Lab.

Ce mural n’aurait pas vu le jour si ma participation au Groupe de réflexion pluridisciplinaire « Figurations historiques de l’Université dans l’espace public » n’avait pas relancé l’idée de créer un espace de réflexion autour de cet Auditoire. Sur recommandation d’Anne Laufer, coordinatrice de ce groupe et responsable de la Cellule des affaires publiques de l’Université, nous avons pu avancer avec l’appui de Melina Tipticoglou, du service de Communication.

En juin 2021, après un gros travail collectif, notre Comité scientifique avait en main l’esquisse de ce Mural, avec deux parois distinctes en accord avec le nom de l’Auditoire, l’une consacrée à Alexei Jaccard et à l’Opération Condor, l’autre aux Droits humains et aux disparitions forcées, et une chronologie croisée permettant au public de découvrir à la fois les événements et leur inscription dans des lieux de mémoire. Et notre comité a décidé d’en confier la scénographie à Trojans Collective dont la créativité nous immédiatement conquis—et que nous remercions énormément. Dès lors nous avons compté avec le soutien

de la Division des bâtiments, en particulier Marco Ferretti, qui a assuré l'acceptation de notre projet par le Groupe fonctionnel Uni Mail représenté par les doyen-ne-s et administrateurs-rices des facultés, et Daniel Bradshaw qui nous a accompagnées dans la réalisation concrète du projet et a commandé un superbe mobilier rouge qui complétera bientôt le tout. Sans oublier Grégoire Chamayou, pour la sécurité.

Et entre novembre et décembre 2021, nous avons adressé un appel vibrant aux Facultés logées à Uni Mail et à d'autres facultés, instituts, et départements pour qu'ils contribuent au financement de ce Mural avant la fin de l'année civile, grâce aux reliquats laissés sur leurs budgets par les restrictions du Covid. Une course contre la montre ! Les réponses sont vite arrivées, et grâce à Sandrine Billeau, elles ont été immédiatement comptabilisées : Pour leur soutien financier, nous remercions donc :

La Geneva School of Economics and Management
Le Global Studies Institute
La Maison de l'histoire
Le Latino Lab
La Faculté des sciences de la société
Le Département de géographie et environnement
La Faculté de droit
La Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
La Faculté de traduction et d'Interprétation
La Faculté de théologie
La Faculté des lettres
Le Département de langues et littératures romanes
Et le Département d'histoire générale.

A toutes et à tous, nous disons un immense merci pour votre appui et votre confiance. Sans nous tous, nous ne serions pas aujourd'hui face à ce mural.

Mais nous ne faisons que continuer un projet commencé bien avant, par le Groupe de solidarité internationale de la CUAE en 1998, et par le collectif Nouvelles Générations Chili en 2017, à l'origine de l'idée d'un mural et toujours associé à sa réalisation, qui vont vous parler de leur contribution initiale. Et nous ne sommes pas au bout du chemin, puisque le dernier volet de ce projet comprendra un écran interactif, qui servira de source d'information et de réflexion sur les disparitions forcées dans le monde et dont la conception sera confiée à Dimitri Delcourt et David Hodgetts. Cette épopée de l'auditoire et du mural Alexei Jaccard, nous l'avons reconstituée avec quelques documents que vous pourrez découvrir sur le panneau Expositions temporaires.

Avant que nos précurseurs de la CUAE et de Nouvelles Générations Chili ne prennent la parole, je voudrais ajouter quelques mots plus personnels, car je crois bien être l'une des seules ici à avoir connu Alexei Jaccard. Et d'une certaine façon, c'est Alexei qui m'a entrouvert la porte de ce qui allait devenir mon champ d'études, l'histoire de l'Amérique latine.

Alexei Jaccard étudiait avec moi à l'Université de Genève en 1976-77. Avec d'autres étudiants, avec sa femme Paulina Veloso après son arrivée, nous formions un groupe d'amis avec nos discussions et nos fiestas. Et puis un jour il est parti, en version officielle pour aller rendre visite à sa mère, malade au Chili. Peu après, sa femme nous a informés qu'il avait disparu le 17 mai 1977, le lendemain de son arrivée à Buenos Aires, où il devait faire quelques jours d'escale. Avec les associations de réfugiés chiliens, avec l'avocat Roland Bersier, nous avons formé un Comité Alexei Jaccard et tout fait pour le retrouver, bénéficiant de l'appui du recteur de l'Université, Justin Thorens, et de celui du gouvernement suisse. Nous avons même réuni l'argent pour envoyer un juriste enquêter sur place. Rien n'en a résulté, et les autorités chiliennes ont même prétendu alors qu'Alexei avait poursuivi son voyage vers une autre destination, insinuant qu'il avait une vie privée cachée.

Effectivement, Alexei avait voyagé vers une autre destination. D'abord, dans le cadre de l'Opération Condor détaillé sur le mural, ce 17 mai 1977 des policiers argentins l'ont arrêté en compagnie de deux autres militants chiliens pour les livrer à des agents de la DINA, les Services secrets chiliens, lesquels les ont emmenés à Santiago. Alexei a alors été enfermé à la caserne Simón Bolívar, un centre secret de torture et d'extermination des membres du Parti communiste chilien aux mains de la Brigade Lautaro, directement liée au chef de la DINA, Manuel Contreras, et au général Pinochet.

Deux mois plus tard, en juillet 1977, Alexei a fait son dernier voyage : soit vers un des charniers qui continuent d'être découverts dans les environs de Santiago, soit un vol de la mort au-dessus du Pacifique. Avant cela, une agente militaire lui a probablement injecté du cyanure ou du gaz sarin.

Ce destin terrible, nous ne l'aurions pas su, si en 2007, soit trente ans plus tard, un des gardiens de la caserne Simón Bolívar n'avait pas décidé de rompre le pacte du silence auquel tous les militaires de cette caserne étaient tenus, sous peine d'être eux-mêmes éliminés¹. Et si les épouses, parents, compagnons de disparus n'avaient pas mené des

¹ Le témoignage de Jorgelino Vergara, dit el mocito, a fait l'objet d'un livre par le journaliste Javier Rebolledo, *La Danza de los Cuervos. El destino final de los detenidos desaparecidos*, Santiago du Chili, CEIBO, 2012. Manuel Contreras a été condamné à 529 ans de prison dans des procès organisés pour 40 cas de tortures, disparitions

recherches et maintenu la pression sur les autorités chiliennes pour exiger vérité, justice et réparation. C'est le dernier volet de notre mural, « Impacts sociaux et mobilisations ».

Ensuite, différentes procédures criminelles ont révélé qu'entre 1976 et 77, quelque 200 dirigeants et militants communistes ont été arrêtés et torturés, puis assassinés et « disparus » dans cette caserne aux mains de la Brigade Lautaro. Parmi eux, Alexei et ses deux camarades, qui apportaient de l'argent récolté en Europe pour renflouer les caisses du parti devenu clandestin.

Ce destin, nous n'en connaissons les détails que depuis l'été 2015, soit 38 ans plus tard, quand deux accusés membres de la Brigade Lautaro, Guillermo Ferrán et Eduardo Oyarce, ont comparu devant un tribunal à Santiago. Tous deux ont reconnu Alexei sur les photos montrées par le juge et ont raconté comment un soir il était arrivé à la caserne, gémissant de douleur dans le coffre d'une voiture, profondément brûlé lors d'une séance de torture appelée parrilla. Et comment il avait ensuite encore été torturé dans cette caserne. Mais ils ont aussi ajouté des détails touchants : sa gentillesse, le fait qu'une fois remis de ses brûlures, il avait construit un abri en planches pour les gardiens qui étaient dehors la nuit (oui, juin et juillet c'est l'hiver au Chili), comment avec son compagnon de cellule, ils avaient fait un jeu d'échecs en papier. Combien il se faisait du souci pour sa femme, si jeune et seule en Suisse. Qu'il aimait bien sa vie d'étudiant à l'Université de Genève et qu'ils avaient même pu acheter une VW d'occasion. Et puis l'un des accusés a raconté qu'un soir où Alexei avait très froid aux pieds, il avait demandé des chaussettes, et que la personne qui avait fini par les lui apporter avait découvert qu'il n'était plus là : très certainement il avait été assassiné avant que son corps ne soit « disparu ».

Alexei Jaccard est jusqu'ici le seul étudiant de l'Université de Genève disparu, mais il n'est qu'un parmi les dizaines de milliers de disparus forcés liés à l'Opération Condor, et qu'un parmi les centaines de milliers de victimes de disparition forcée à travers le monde. Nous en sommes bien conscients, et c'est pourquoi ce mural sera complété par un écran interactif, auquel nous vous invitons à contribuer si vous êtes intéressés.

De tout cœur, merci encore de votre soutien.

* * *

et enlèvements d'opposants ; il est décédé en 2015. La DINA a été reconnue comme responsable de plus de 3.200 morts ou disparus et de plus de 38.000 personnes torturées, au nom de la lutte « anti-subversion ».

2. Intervention de Jorge Gajardo (Groupe de travail Solidarité CUAE, 1998-2000)

D'abord, remercier très chaleureusement le Latino Lab d'avoir repris le flambeau de la démarche mémorielle autour de l'auditoire Alexei Jaccard.

Cette démarche, quelle est-elle ? Elle passe d'abord par l'empathie vis-à-vis de la lutte des familles de victimes de disparitions forcées. Ce ressenti est essentiel pour aller plus loin. Elle se double d'une démarche documentaire et scientifique. Elle accompagne d'un engagement critique et respectueux l'exercice mémoriel. Cette spécificité donne toute sa force au geste que vous inaugurez ce soir.

Notre propre démarche, en 1998, quand nous avons lancé le projet de consacrer un auditoire dans cette partie d'Uni Mail, qui était encore en chantier, était marquée par le désir de connaître les familles de disparus, ces femmes surtout, beaucoup de femmes, qui tournent autour des grandes places à travers le monde. En guise de slogans, elles crient les noms de leurs proches enlevés, exigent de savoir "où" et "qui", elles brandissent leurs photos. La lutte qu'elles incarnent, au sens premier du terme, a nourri notre apprentissage du crime de la disparition forcée.

La lutte des familles pour exiger la vérité est risquée. Je me souviens de l'Algérienne Nassera Dutour, harcelée de vrais-faux journalistes jusque dans la salle où était réuni le Groupe de travail sur les disparitions forcées au Palais des Nations. Je me souviens de la Colombienne Yanette Bautista, alors présidente de FEDEFAM, la fédération latino-américaine de familles de disparus, qui s'empare du micro et exige haut et fort l'expulsion de la salle de ces agents du pouvoir algérien.

Je me souviens de tous ces parents devenus militants par la force des choses. Nous les avons rencontrés, ils nous ont parlé de leur vie et de leurs proches : le Sri-Lankais Shanta Pathirana, la Philippine Aileen Bacalso; les grand-mères argentines Estela de Carlotto et Rosa Roisinblit; Sola Sierra du Chili. Elle avait rédigé le premier fax que nous avons reçu pour soutenir ce projet.

La plupart de ces personnes ou leurs enfants sont toujours sur les grandes places, aujourd'hui. Parce que leur lutte pour la vérité ne s'arrête que "quand on les retrouve", et encore ce n'est qu'une étape dans une lutte beaucoup plus longue contre les pouvoirs arbitraires. Au départ, il s'agit simplement de retrouver leurs enfants, puis il y a le constat que les autorités n'y sont pas pour rien dans leur disparition, puis que ça se passe ailleurs que chez soi, enfin une journée onusienne est déclarée pour leur redonner un peu de courage, et une Convention internationale fait de la disparition forcée un crime contre l'humanité.

C'est important de rappeler cette dimension globale du combat pour dénoncer la disparition forcée. Cet outil sourd et sophistiqué d'exercer la terreur dans les populations, c'est un crime mal connu, dur à expliquer. On a longtemps ignoré ses origines, allemande, française ou espagnole. La présence de réfugiés latino-américains ici a permis à beaucoup d'apprendre ce qui se passait là-bas, du Chili au Mexique en passant par la Colombie. Cette année, la commissaire aux Droits Humains du Conseil de l'Europe a listé les disparitions non élucidées en Europe. En Ukraine, en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, à Chypre, en Croatie, en Russie, en Géorgie, au Kosovo, en Macédoine du Nord, au Monténégro, en Irlande du Nord, en Serbie, en Turquie.

Dans cette lutte globale pour le droit à la vie, pour le droit d'exiger des comptes et les droits humains, l'Université de Genève a sa part. Les comités d'étudiants qui se sont succédé, qui font écho aux initiatives citoyennes, comme celle d'activistes comme Pierre-Alain Tschudi et du collectif « Jusqu'à ce qu'on les retrouve », qui se rassemblaient chaque mois devant les bureaux d'Aerolineas argentinas.

À l'Uni, il y aussi bien sûr, les professeurs. Je me souviens de Justin Thorens, le recteur et professeur de droit qui a tout appris sur le tas. Alors à la retraite depuis longtemps, il nous avait reçus dans son bureau à la fin des années 90 et nous avons longuement parlé de son engagement pour retrouver Alexei Jaccard. À un moment donné, il nous dit : « Si on ne s'engage pas quand on est jeune, alors quand ? » Il pensait à Jaccard bien sûr, mais aussi aux jeunes en général, sur beaucoup desquels il avait eu l'occasion de veiller quand il dirigeait l'Uni, peut-être même avait-il eu un peu le « bonheur » de se confronter à leurs revendications pour les droits des étudiants. C'est ça, l'Uni. Un lieu où on se prend parfois le monde en pleine face, un lieu d'apprentissage pratique de la démocratie et de la solidarité.

Thorens avait sans doute dû s'étonner lui-même, rajeuni d'un coup, quand il est descendu dans la rue pour Alexei, à la tête d'une manifestation. Il y en avait d'autres comme lui, les professeurs Peter Tschopp et Gilles Petitpierre entre autres. Claude Raffestin m'avait raconté avec quel mépris une délégation de professeurs porteurs d'une lettre aux autorités chiliennes avait été reçue comme des malpropres à l'ambassade du régime à Berne.

Le cas Jaccard et l'implication de l'Université de Genève dans sa recherche ont fait de l'institution un lieu de mobilisation pour les droits humains et un lieu de mémoire. Ce mural et son dispositif documentaire viennent s'ajouter à cette lignée de mobilisations et de moments mémoriels. Je suis certain qu'on lui fera honneur, qu'on le fera vivre. Il le faut, « jusqu'à ce qu'on les retrouve ».

Je profite de dire un mot pour rappeler mon souhait que les commémorations des 50 ans du coup d'Etat au Chili, l'année prochaine, soient l'occasion de rappeler l'apprentissage de la solidarité internationale dans ces murs. Le Chili est une étape de cet apprentissage. J'espère vraiment que nous ferons ça ici, devant le mural, peut-être même dans la salle Jaccard.

Pour conclure, rappeler les noms de quelques étudiants avec qui j'ai passé quelques nuits blanches pour monter la campagne pour l'auditoire Jaccard entre 1998 et 2000 : Martin Boekhoudt de la CUAE, Anahy Gajardo, Keïko Ellenberger, Nuno Pereira, Fernanda Guerrero, Olga de Grazia de la CODAP, Amnesty Uni, mais il y en a eu plein d'autres. Merci à elles, merci à eux, merci à vous.

* * *

3. Intervention de Esteban Muñoz (Nouvelles Générations Chili)

C'est avec un immense plaisir que je m'adresse à vous en tant que représentant de Nouvelles Générations Chili, un collectif qui est principalement composé de fils et de filles d'anciens réfugiés politiques chiliens, mais également de personnes engagées en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la mémoire des luttes et la solidarité internationaliste. Je remercie les membres du collectif qui ont cru en ce projet, l'ont élaboré et défendu au cours de ces 5 dernières années : il s'agit de Cecilia Toledo, Aline Acevedo, Paulos Asfaha, Matias Manriquez et Loïc Cornaglia.

Pour NG Chili, ce projet a commencé en octobre 2017 lorsque nous avons fait une demande au Rectorat de l'Université de Genève pour revaloriser l'Auditoire dédié à la mémoire d'Alexei Jaccard, en changeant son nom et en installant un espace d'information.

Pendant des années, le Comité Alexei Jaccard d'abord, les Associations de soutien à la résistance chilienne (ASRC) ensuite, puis la CUAE ont milité pour que Alexei Jaccard ne tombe pas dans l'oubli et qu'un Auditoire et une plaque lui soient dédiés. Malgré tout, nous trouvons que l'aménagement et la signalétique précédente ne suffisait plus et qu'il fallait redonner une dynamique pour rendre justice à Alexei Jaccard et toutes celles et ceux qui ont bataillé durant des années pour sa mémoire.

Cette nouvelle étape dans l'histoire de cet Auditoire est une reconnaissance très importante et constitue un exemple pour sensibiliser les nouvelles générations à l'importance de la mémoire collective, des droits humains et de l'engagement social que tout un chacun peut exercer. Cette reconnaissance est d'autant plus symbolique que la junte militaire a voulu anéantir les disparus et leurs familles, en faisant disparaître toute trace de leur corps et en

empêchant le deuil. Face à la politique mortifère de la dictature, il reste l'incarnation d'Alexei Jaccard partout où on lui rend hommage. Pour la communauté chilienne à Genève, cet espace est important. Et pour les ONG de droits humains au Chili également, car cette reconnaissance par l'Université de Genève constitue un soutien énorme au Chili où persévèrent, à travers le temps, une actualité des violations de droits humains et une certaine impunité rampante.

Le projet d'espace d'information que nous proposons avait une vocation pédagogique et informative, en lien avec les enseignements au sein de l'Université. Au nom de NG Chili, je remercie le fabuleux travail du comité scientifique, en particulier Aline Helg, Valeria Wagner et Julie De Dardel car cet espace que nous avons imaginé a dépassé toutes nos attentes. Nous étendons ces remerciements aux Facultés d'Uni Mail et au service de communication.

Je souhaite également prononcer quelques mots sur la place de la mémoire dans le vécu des enfants des réfugiés politiques. Le travail de mémoire est radicalement différent de celui de nos parents, car nous commémorons des événements traumatisants que nous n'avons pas vécus directement. C'est une mémoire dématérialisée qui nous a été transmise et que nous avons dû acquérir depuis l'enfance en tant que jeunes exilés et/ou apatrides. Quand nous décidons d'incarner cette mémoire dans le présent et l'avenir, nous pouvons comprendre le chemin difficile à parcourir entre l'effroi face à la barbarie et la contextualisation des événements politiques qui ont eu lieu dans les années 70 et 80.

Dans ce cadre, la figure d'Alexei Jaccard, en plus de l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998, font partie de notre histoire vivante, c'est-à-dire l'histoire particulière de la communauté chilienne provenant de l'exil et de ses descendants.

Pour notre collectif, cette inauguration représente la fin d'une étape et le début d'une autre. Il est essentiel pour nous de construire des ponts entre la Suisse et le Chili, car les sociétés doivent s'entraider, aujourd'hui plus que jamais, dans une compréhension mutuelle et la défense d'horizons communs pour l'humanité.

Près de 45 ans après la disparition d'Alexei Jaccard, son corps n'a toujours pas été retrouvé. La lutte pour la vérité continue et nous avons espoir que les peuples sauront dépasser ensemble l'adversité et les heures sombres de l'histoire.

* * *

4. Intervention de Valeria Wagner (Comité scientifique interfacultaire pour la valorisation de l'Auditoire Alexei Jaccard-Droits humains)

Je suis émue d'être avec vous aujourd'hui devant ce mural fini, à côté des membres du comité scientifique et des groupes de travail, et en particulier, à côté d'Aline et Julie, toutes deux de merveilleuses collègues, aussi généreuses intellectuellement qu'humainement. Nous espérons toutes trois que cette inauguration marquera le début de multiples activités autour de ce mural et qu'il donnera lieu à des rencontres informelles et formelles, à des débats animés.

Beaucoup a déjà été dit sur Alexei Jaccard, sur sa disparition, sur l'importance de faire mémoire. J'aimerais ajouter que son histoire, qui introduit l'Opération Condor dans l'histoire de notre université, nous rappelle que, contrairement à ce que l'on aimerait croire, les disparitions forcées, et plus généralement, la violence politique, n'arrivent jamais seulement ailleurs, et aux autres. D'une part, d'une manière abstraite, toute violation de droits humains constitue une atteinte aux droits de nous toutes en tant qu'humains, à notre conception même de ce que c'est que d'être des humains. Mais plus concrètement, comme les enfants des disparus, d'exilés, de réfugiés ou de migrant.e.s le savent très bien, personne n'est à l'abri des *implications* des actes de violence et de déni d'humanité commis ailleurs et sur autrui. Nous le savons toutes d'ailleurs, parfois sans le reconnaître pleinement, parce que nous sommes les ami.e.s, les voisin.e.s, les amant.e.s, les collègues, les enseignant.e.s, voire même les étudiant.e.s de personnes qui portent en soi les traces de violence ou abus politiques.

Dans ce sens, ce mural ne rend pas seulement hommage à un ancien étudiant victime de la disparition forcée, et il ne fait pas que documenter au sujet de cette violation particulière des droits humains. Il témoigne que la communauté universitaire a été touchée dans son ensemble par **cette** disparition, et marque la reconnaissance que **toute** disparition et abus politique portent atteinte à l'intégrité de cette communauté, dans la mesure où ils affectent, ou affecteront inévitablement, d'innombrables personnes dans notre université et au-delà. Nous avons déjà eu des échos de passant.e.s, ému.e.s, parce qu'ils se reconnaissent ou connaissent quelqu'un touché de plus ou moins loin par les disparitions forcées ou par la violence politique évoquée sur ces murs. Peu importe le degré, par ailleurs inquantifiable, d'affectation, ce qui compte et qu'elle puisse être reconnue. C'est pourquoi j'espère qu'outre être un lieu d'information et d'échanges sur les disparitions forcées, ce mural déclenche aussi un processus informel de "mutualisation" de mémoires, de récits, et de réflexions.

Plus 'formellement', le mural a été conçu comme **un dispositif** d'appui pour des collaborations et réflexions interdisciplinaires. Un espace est prévu pour accueillir des

expositions temporaires autour de questions liées aux droits humains, et bien sûr aussi aux disparitions forcées à travers le monde. Nous imaginons par exemple des expositions à partir des résultats de recherche d'étudiant.e.s, en lien avec des séminaires de différentes disciplines --en droit, sciences sociales, lettres, sciences politiques, psychologie-- ou encore des propositions de groupes ou associations qui travaillent sur les droits humains. Ce serait un espace pour transmettre non seulement des résultats, mais surtout des questions et des préoccupations de recherche, qui ouvrent sur des approches diverses et éclairantes. Les modalités de gestion scientifique et pratique de cet espace sont encore à fixer, mais nous vous encourageons d'ores et déjà à en prendre compte dans vos enseignements, et à en parler autour de vous.

Vous pouvez voir par ailleurs dans la présentation de l'historique de ce mural que nous avons aussi prévu, à terme, l'installation d'un écran interactif, qui donnera accès à des informations et du matériel sur les disparitions forcées à travers le monde et sous différentes facettes : Aline en a déjà parlé. Nous imaginons notamment une carte géographique que l'on pourra explorer pour avoir des données sur les disparitions forcées dans différentes régions, mais aussi, des onglets qui documenteront l'action des mouvements sociaux, les mesures prises par la société civile et les instances politiques, les démarches artistiques de mémorialisation et de problématisation de cette pratique terroriste, etc. Cette étape du projet nécessiterait des ressources humaines et économiques que nous n'avons pas encore ; nous aimerions encourager les collègues, et étudiant.e.s ici présent.e.s à s'investir dans ce projet, qui promet d'être riche en échanges et ouvrira sans doute sur des perspectives de réflexion et de recherche de grande actualité.